

Uniforme à l'école : le gadget présidentiel va être testé dans deux écoles des Pyrénées Atlantiques

« Domaine réservé » du Président de la République, précédent maroquin du nouveau Premier Ministre G. ATTAL, l'Éducation nationale aurait pu paraître au cœur des préoccupations des deux plus hauts personnages de l'État. Cependant, plutôt qu'une mobilisation sans précédent de la septième puissance mondiale pour la réussite et l'émancipation de sa jeunesse, il faudra se contenter d'uniformes pour les élèves !

Au lendemain de sa longue apparition télévisée, le Président E. Macron publiait la carte des 100 établissements choisis pour accueillir l'usage expérimental de l'uniforme à l'École, avant une probable généralisation de la mesure à l'ensemble des établissements scolaires en 2026. Dans tout le Grand Ouest, seules deux écoles des Pyrénées Atlantiques sont concernées par l'expérimentation. Deux écoles rurales, qui constituent un RPI accueillant une centaine d'élèves dans la circonscription d'Orthez.

Pourquoi ce choix ? Ces deux écoles somme toute ordinaires n'ont manifestement pas été ciblées pour leur climat scolaire, qui ne les désignait en rien comme terrain privilégié d'expérimentation. La surprise exprimée par de nombreux parents, qui découvraient ce projet dans la presse, indique également qu'elles n'ont pas été choisies à la demande des membres de la communauté éducative. Alors quoi ? S'agit-il tout simplement d'une commande politique à laquelle s'est empressé de répondre l'un des deux maires, cadre du parti présidentiel et soutien intangible du Président ? Voilà qui n'augure rien de bon quant à l'objectivité de l'expérimentation à venir.

Ce qui amènent d'autres questions : que souhaite-t-on évaluer ? Les résultats scolaires des élèves, la lutte contre les discriminations, ou le confort des tenues..? Et comment l'expérimentation va-t-elle être évaluée ? Se bornera-t-elle à une évaluation déclarative des parents, des élèves et éventuellement des enseignants ? Dans ce cas, la FSU souhaiterait ardemment que d'autres expérimentations, à ses yeux plus urgentes, soient mises en place au plus vite : laissons les élèves et leurs parents goûter à des classes moins chargées, à des établissements où tous les remplacements sont assurés, où des personnels spécialisés (RASED, SESSAD...) peuvent intervenir autant que de besoin et qui disposent d'AESH en nombre suffisant. Demandons-leur ensuite s'ils et elles plébiscitent ces mesures et pérennisons-les en cas de résultat positif...

Pour la FSU mais aussi pour beaucoup de collègues et de parents d'élèves, l'Éducation nationale souffre de postes non pourvus, de remplacements non assurés, de classes et de filières qui ferment, de métiers jadis prisés par les jeunes et qui peinent aujourd'hui à recruter en raison du mépris salarial et de la dégradation des conditions de travail. Mais, pour le Président de la République, E. Macron et pour le fugace Ministre de l'Éducation devenu Premier Ministre Gabriel Attal, l'Éducation nationale est avant tout affaire de vêtements :

- en septembre 2023, alors que des milliers d'établissements étaient en difficulté pour bâtir des équipes enseignantes complètes, M. Attal occupait l'espace médiatique en évoquant l'abaya.
- en décembre dernier, alors que les résultats de l'enquête PISA confirmaient la tendance à la baisse du niveau scolaire des élèves français.es parmi les autres pays de l'OCDE, Gabriel Attal évoquait la piste de l'uniforme comme réponse à tous les maux de l'école.
- mardi 16 janvier dernier, en pleine polémique déclenchée par la Ministre de l'Éducation nationale, dénigrant le service public d'éducation dont elle a la charge pour mieux vanter les mérites d'un collège-lycée privé à 2 000 € par an dont on découvre jour après jour les entorses aux valeurs républicaines et à la laïcité, le Président Macron annonçait avec emphase en direct sur 8 chaînes de télévision le déploiement de l'uniforme dans 100 établissements.

Le Président compte-t-il user jusqu'à la corde cette diversion « textile » pour masquer la dégradation assumée du système public d'éducation ? En se mobilisant massivement le 1er février prochain, la FSU, la CGT Educ'Action, Sud Éducation et la FNEC FP FO conjugueront leurs efforts pour lever le voile sur la situation véritable de l'Éducation nationale après 7 ans de pouvoir macroniste.